

ENVIRONICS

RESEARCH

Recherche qualitative et quantitative sur l'économie canadienne - hiver 2018

Sommaire

Numéro de contrat : 60074-171604/001/CY
Date du contrat : 2017-12-12
Numéro d'enregistrement ROP : ROP 060-17
Valeur du contrat : 161 545,93 \$ (TVH comprise)

Préparé pour :
Finances Canada
Préparé par :
Environics Research Group

Février 2018
PA 9733

This report is also available in English.

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport :
por-rop@fin.gc.ca

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès des Canadiens. L'objectif principal de cette recherche était d'explorer ce que pensent, à l'heure actuelle, les Canadiens de sujet tels que :

- L'état de l'économie canadienne et du niveau de vie des Canadiens;
- Le déficit;
- L'élaboration d'un budget sensible à l'égalité des sexes;
- La politique fiscale;
- Le milieu de travail de l'avenir;
- L'endettement personnel et les taux d'intérêt.

La présente recherche vise à explorer les préoccupations et perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie au pays, aux enjeux économiques émergents et à leur vision du rôle du gouvernement du Canada dans l'économie.

Méthodologie

Phase qualitative

Entre le 18 décembre 2017 et le 11 janvier 2018, Environics Research a tenu une série de 10 séances de discussion en groupe auprès de membres de la population générale. Deux séances ont ainsi eu lieu dans chacune des villes suivantes : Mississauga, Montréal (banlieue), Kitchener, Winnipeg et Vancouver (trois villes contiguës). Dans chacune de ces communautés, une séance a été tenue auprès de Canadiens à faible et à moyen revenus, et une autre auprès de Canadiens à revenu plus élevé. Huit de ces séances se sont déroulées en anglais, et deux en français. Elles ont été réparties de la façon suivante :

Date et heure	Composition du groupe
18 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Mississauga, Ontario
18 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Mississauga, Ontario
19 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Montréal, Québec (banlieue)
19 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Montréal, Québec (banlieue)
19 décembre, 17 h 30, HNE	Faible et moyen revenus - Kitchener, Ontario
19 décembre, 19 h 30, HNE	Revenu plus élevé - Kitchener, Ontario
10 janvier, 17 h 30, HNC	Faible et moyen revenus - Winnipeg, Manitoba
10 janvier, 19 h 30, HNC	Revenu plus élevé - Winnipeg, Manitoba
11 janvier, 17 h 30, HNP	Faible et moyen revenus - Vancouver (trois villes contiguës), Colombie-Britannique

Date et heure	Composition du groupe
10 janvier, 19 h 30, HNP	Revenu plus élevé - Vancouver (trois villes contiguës), Colombie-Britannique

Les discussions ont été menées auprès de Canadiens adultes (de 18 ans et plus) de différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux sociodémographiques. Ces séances de discussion, de 120 minutes environ, ont regroupé entre huit et dix participants (sur les 11 personnes recrutées pour chacun des groupes). Chacun des participants s'est vu offrir une somme de 100 \$ pour l'inciter à prendre part à la discussion et le remercier de sa présence. Il importe de noter que cette somme a été fixée à 150 \$ à Vancouver, afin de refléter le fait que les montants offerts et les distances à parcourir sont généralement supérieurs dans cette région.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une recherche quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

De 18 au 31 janvier 2018, Environics a effectué un sondage téléphonique à échantillon aléatoire auprès de 2 006 adultes résidant au Canada. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Cette marge d'erreur s'avère plus importante en ce qui concerne les sous-groupes de la population à l'étude.

L'échantillon a été stratifié par régions afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées.

Région (% de la population)	Taille de l'échantillon	Marge d'erreur*
Canada atlantique (7 %)	203	+/- 6,9
Québec (23 %)	501	+/- 4,4
Ontario (38 %)	602	+/- 4,0
Prairies/T.N.-O./Nunavut (19 %)	400	+/- 4,9
C.-B./Yukon (13 %)	300	+/- 5,7
CANADA (100 %)	2 000	+/-2,2

* En points de pourcentage, avec un coefficient de confiance de 95 %.

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 161 545,93 \$ (TVH comprise).

Rapport

Ce rapport présente tout d'abord un résumé des principales constatations et conclusions observées, suivi d'une analyse détaillée des résultats des séances de discussion en groupe et des données du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux présentant les résultats obtenus à toutes les questions,

en fonction de segments de la population définis par régions et caractéristiques démographiques. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question de l'un des sondages.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentages, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Utilisation des constatations de la recherche. En évaluant et en analysant l'opinion des Canadiens, le gouvernement du Canada est en mesure d'avoir un meilleur aperçu de divers importants domaines politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Constatations principales - phase qualitative

A. Évaluation globale

Les répondants étaient d'abord appelés à indiquer les bons et moins bons gestes posés par le gouvernement fédéral au cours de la dernière année.

- Dans l'ensemble, les participants ont dit être d'avis que le gouvernement s'était montré performant dans l'amélioration de ses relations avec les Premières Nations, dans les excuses présentées à ces dernières et dans ses efforts pour défendre leurs droits. Ils ont également affirmé être en accord avec le gouvernement en ce qui concerne le fait de légaliser le cannabis, d'unifier le pays et d'améliorer l'image du Canada à l'étranger ainsi que ses relations avec les autres pays. Autres points positifs pour le gouvernement : l'immigration et l'accueil fait aux réfugiés, ainsi que l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE).
- À l'inverse, les participants ont jugé d'un œil plus sévère le travail accompli par le gouvernement au cours de la dernière année en ce qui concerne, entre autres, les demandeurs d'asile, la légalisation du cannabis, les changements climatiques et les pipelines, l'entente conclue avec Omar Khadr, la qualité de l'eau dans les communautés des Premières Nations et les dépenses, jugées trop importantes ou inefficaces.

B. Accent sur l'économie canadienne

En dépit des tendances positives d'indicateurs économiques importants, par exemple le marché boursier, le taux de chômage et le PIB, de nombreux participants ont mentionné que les ménages devaient faire face à des difficultés considérables, parmi lesquelles une hausse du coût de la vie, pourtant déjà élevé, un train de vie au-dessus de leurs moyens et une augmentation de leur endettement. Les participants ont aussi mentionné que malgré l'aide gouvernementale apportée aux jeunes familles (par l'entremise, par exemple, de l'augmentation de l'ACE), le sort de la classe moyenne ne s'améliorait pas, et que les ménages à faible revenu voyaient leur situation se détériorer encore davantage.

Appelés à réfléchir à la dernière année, les répondants se sont montrés d'accord pour dire que l'économie était demeurée stable, et s'était même améliorée. En ce qui concerne l'avenir, plusieurs ont affirmé que la santé de l'économie canadienne était à risque en raison de sa dépendance vis-à-vis de l'économie américaine et de l'incertitude entourant les négociations de l'ALENA. Quelques participants ont pour leur part ajouté que l'accroissement des taux d'intérêt pourrait avoir pour effet de freiner la croissance économique au cours de la prochaine année.

Les participants devaient par la suite préciser si l'économie avait un effet positif sur leur vie à l'heure actuelle. Les personnes bénéficiant d'une situation économique favorable ont affirmé que la stabilité de l'économie les avait aidées. Les répondants ayant répondu que l'économie n'avait pas eu d'effet positif sur leur vie ont pour leur part expliqué qu'il leur était difficile d'économiser pour acheter une maison ou d'acheter une maison, que le coût de la vie était élevé et que les salaires allaient en diminuant. Personne, ou presque, ne s'est montré en mesure de mentionner un geste posé par le gouvernement fédéral pour aider les gens à faire face à l'augmentation du coût de la vie. L'augmentation de l'ACE a été mentionnée par certains répondants après qu'on leur eut rappelé son existence.

La plupart des participants étaient au courant que le gouvernement fédéral avait un déficit, et plusieurs semblaient confondre ce déficit avec la dette publique. Même si la majorité des répondants ne se sont pas montrés particulièrement préoccupés par cette situation, certains ont exprimé des inquiétudes quant aux répercussions qu'elle aurait sur leur propre génération, de même que sur les générations plus jeunes dans un avenir rapproché, surtout si cela signifiait une augmentation des impôts. Même si les participants ont indiqué souhaiter que le déficit diminue, ou à tout le moins se stabilise, plusieurs ont reconnu qu'il était irréaliste de croire qu'on pouvait l'équilibrer immédiatement.

Le ratio de la dette au PIB s'est avéré un concept largement inconnu des participants, qui l'ont jugé difficile à comprendre. Après qu'on leur eut décrit, quelques-uns des répondants se sont montrés soulagés d'entendre que ce ratio était faible et en baisse. La plupart des personnes interrogées, puisqu'elles n'étaient pas particulièrement préoccupées par le déficit au départ, ont accueilli favorablement ces données venant en quelque sorte valider leur absence d'inquiétude.

C. Égalité des sexes

Les participants se souvenaient vaguement de « l'annonce sur l'égalité des sexes » faite dans le cadre du budget de l'année dernière. Bien que ces derniers se soient dits d'accord avec le fait qu'il s'agissait là d'un effort positif et bien intentionné, certains ont affirmé que ce n'était qu'un simple exercice de communication. Ils ont semblé avoir du mal à comprendre quelles mesures précises d'un budget pourraient s'attaquer aux inégalités économiques entre les hommes et les femmes.

- Le concept de « budget féministe » ou de « budget axé sur les femmes et les filles » a été exploré à Winnipeg et à Vancouver; dans les deux cas, les réactions au terme « budget féministe » ont été plutôt négatives.

Un appui solide à l'accroissement de la représentation de certains groupes sociaux au sein de la population active (les femmes, les jeunes, les Premières Nations, les personnes handicapées) a été observé chez les participants. Un peu comme ce qui avait été noté dans le cas du « budget féministe », cependant, les répondants ont eu de la difficulté à penser à des mesures concrètes susceptibles d'accomplir cet objectif. Ils se sont montrés réticents à l'idée de forcer les entreprises, par l'entremise de la réglementation, à respecter certains ratios. Lorsque mentionnée précisément, l'idée de financer des programmes d'entrepreneuriat leur est toutefois apparue excellente.

D. Taxes et revenus tirés du cannabis

Dans l'ensemble, les participants connaissaient très peu, ou même pas du tout, les modifications fiscales prévues par le gouvernement fédéral.

- Très peu de répondants connaissaient, de prime abord, le concept de « répartition du revenu », souvent confondu avec celui de « fractionnement du revenu ». Après qu'on leur eut expliqué, cependant, la plupart des répondants se sont dits d'accord pour affirmer que cette pratique, même si elle était légale, s'avérait contraire à l'éthique. Plusieurs se sont toutefois demandé comment des mesures de répression pourraient être mises en place.
- Les répondants ne connaissaient pas la signification du terme « gestion passive de titres ». Peu d'entre eux ont compris l'explication qui leur a été donnée par la suite. Plusieurs ont interprété l'idée d'une

mesure limitative au pied de la lettre et affirmé que si cette pratique permettait réellement aux entreprises et aux individus d'éviter de payer de l'impôt, elle devrait être limitée ou encadrée.

- Les participants ont également démontré une très faible connaissance des mesures gouvernementales mise en place par le gouvernement pour sévir contre l'évitement fiscal ou les « paradis fiscaux ».

Invités à classer, en ordre de préférence, la façon dont ils souhaiteraient que le gouvernement affecte les nouveaux revenus provenant du cannabis en fonction de six aspects précis, les participants se sont montrés particulièrement intéressés par l'idée d'accroître les transferts aux provinces pour financer les soins de santé. Ils se sont en revanche montrés peu enthousiastes à l'idée d'utiliser ces recettes fiscales pour réduire le déficit ou financer les efforts d'éducation publique sur les effets du cannabis. Interrogés sur les autres façons d'utiliser ces recettes fiscales, les participants ont été nombreux à mentionner la possibilité de financer davantage les services de réhabilitation, de santé mentale et de traitement des dépendances, de même que d'augmenter les sommes versées pour l'éducation en général.

E. Niveau de vie

Dans l'ensemble, les participants se sont dits satisfaits du niveau de vie au Canada. Pour plusieurs, ce niveau de vie est le même qu'il y a cinq ans. D'autres, cependant, n'ont pas hésité à affirmer que même s'il s'était écoulé peu de temps depuis ce moment, la situation avait empiré. Appelés à comparer la situation actuelle à celle d'il y a 10 ans, plusieurs participants se sont dits d'avis qu'elle s'était détériorée, en grande partie en raison de l'augmentation des coûts d'achat ou de location d'une propriété, de la hausse importante du prix des aliments, de l'endettement grandissant des ménages, de la faible croissance des salaires et de l'insécurité d'emploi. L'écart entre les riches et les pauvres leur est également apparu comme allant en augmentant.

Un pessimisme généralisé a été observé en ce qui a trait au niveau de vie de la prochaine génération (sauf à Montréal). Certains participants ont ainsi évoqué un avenir plutôt bouché, dans lequel la congestion routière empire, le réchauffement climatique est plus important et les emplois sont moins stables. Plusieurs participants ont affirmé que le coût de la vie, l'endettement des ménages et les problèmes de santé mentale continueraient de croître, que l'automatisation et l'intelligence artificielle remplacerait les travailleurs, et que l'on assisterait probablement à d'autres désastres environnementaux, à des vagues plus importantes et plus fréquentes d'arrivées de réfugiés et, possiblement, à une guerre nucléaire.

Sur un plan plus positif, les avancées technologiques pourraient entraîner des améliorations du niveau de vie liées, par exemple, aux voitures autonomes et à d'autres dispositifs réduisant la charge de travail. Aux yeux de certains participants, les générations futures seront davantage technophiles et graduellement plus compétentes, de façon à bien s'adapter à l'automatisation et à l'intelligence artificielle.

F. Milieu de travail de l'avenir

Les participants étaient unanimes à reconnaître que pour bien réussir dans le contexte économique de l'avenir, la population se devra d'être plus et mieux éduquée. La capacité à accomplir plusieurs tâches à la fois, la polyvalence et les compétences technologiques deviendront, à leurs yeux, des aptitudes essentielles. Le milieu de travail de l'avenir a été décrit par les répondants comme un endroit isolé où de plus en plus de personnes travailleront de la maison, où les robots remplaceront les travailleurs et où les emplois seront de plus en plus temporaires (p. ex., un travail à forfait) et instables.

La prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT) est un crédit d'impôt remboursable qui vise à soutenir les travailleurs à faible revenu. Personne, ou presque parmi les répondants n'était au courant de l'existence de ce crédit d'impôt. Appelés à dire si cette aide devrait garder sa forme actuelle, soit celle d'un crédit d'impôt remboursable, ou être modifiée de façon à ce qu'une somme équivalente soit versée tous les mois ou tous les ans, les participants n'ont donc exprimé aucune opinion tranchée.

G. Endettement des ménages

Dans toutes les villes, les participants ont affirmé être au courant de la hausse des taux d'intérêt. Cette situation, toutefois, n'était pas perçue comme ayant des répercussions importantes sur leur mode de vie ou leurs intentions d'achat à l'heure actuelle. Une augmentation drastique dans l'avenir serait cependant, à leurs yeux, susceptible d'avoir des conséquences nuisibles sur le prix des maisons. Les participants devant renégocier leur prêt hypothécaire dans les prochaines années se montraient également un peu plus préoccupés par la tendance à la hausse des taux d'intérêt.

Constatations principales - phase quantitative

A. Priorités du gouvernement du Canada

Invités à préciser, spontanément et sans aide, l'enjeu principal auquel le pays doit faire face à l'heure actuelle, le quart des répondants ont affirmé qu'il s'agissait de l'économie (y compris les emplois et le chômage). Il s'agit là de la réponse la plus souvent mentionnée, et ce, partout au pays. Un répondant ou moins sur dix mentionne d'autres enjeux, par exemple les soins de santé ou les changements climatiques. Lorsqu'on ajoute les deuxièmes ou les autres réponses des participants, on se retrouve avec trois personnes sur dix qui mentionnent l'économie comme étant la plus importante des priorités du gouvernement.

B. Évaluation de l'économie

Globalement, les Canadiens se montrent plus positifs que négatifs dans leur évaluation de l'économie dans l'ensemble. Ils expriment cependant certaines inquiétudes en ce qui a trait à l'état de l'économie de leur province ou de leur territoire et ont, pour la plupart, une opinion négative du prix de l'essence. Ainsi, près de la moitié d'entre eux jugent que l'état de l'économie canadienne est bon (notes de 7 à 10), alors que 36 % disent la même chose de l'économie américaine. L'écart observé entre les notes attribuées à ces deux économies a toutefois été réduit depuis septembre 2017, en raison d'une évaluation plus positive de l'économie américaine.

C. Situation financière personnelle

À peine plus de la moitié des Canadiens voient d'un œil positif leur situation financière personnelle (notes de 7 à 10). La plupart des répondants se montrent neutres à ce sujet, et peu préoccupés par une perte d'emploi prochaine dans leur ménage. Il importe cependant de noter que près de deux personnes sur dix attribuent une note négative (de 1 à 4) à leur situation financière personnelle, et qu'un quart des répondants se disent de plus en plus préoccupés par une perte d'emploi potentielle. Ces inquiétudes sont plus marquées chez les répondants dont le ménage se trouve dans la tranche de revenu la plus faible, ce qui vient confirmer l'impression laissée par les participants aux séances de discussion en groupe, selon laquelle la situation des ménages gagnant peu se détériore encore davantage.

D. Confiance dans l'économie

Lorsqu'une liste de facteurs économiques leur est proposée, au moins la moitié des personnes questionnées disent avoir l'impression que chacun d'eux exerce une grande influence (notes de 7 à 10) sur la création et la perte d'emplois, et plus de la moitié des répondants sont d'avis que ces mêmes facteurs ont une influence importante sur l'économie canadienne en général. L'ALENA, les investissements du gouvernement en matière de formation axée sur l'acquisition de nouvelles compétences (et leur influence sur la création ou la perte d'emplois), les investissements dans les infrastructures ou l'économie mondiale (et son influence sur l'économie canadienne) comptent également parmi les facteurs les plus souvent mentionnés. Aux yeux des participants, l'économie canadienne est davantage influencée par les mesures gouvernementales qui remettent directement de l'argent aux Canadiens ou par le prix du pétrole que ne le sont la création ou la perte d'emplois.

Lorsqu'il est question de préciser les éléments dont le gouvernement fédéral doit tenir compte dans ses décisions budgétaires, près de neuf personnes sur dix accordent une note élevée (de 7 à 10) à la création d'emplois. Environ huit individus sur dix accordent la priorité à l'aide fournie aux femmes, aux filles et à la classe moyenne. Les trois quarts des répondants estiment que la science et l'innovation, ou encore la technologie sont

des éléments importants. Les autres aspects mentionnés sont considérés comme importants par les deux tiers des personnes interrogées ou moins.

E. Logement et taux d'intérêt

Environ la moitié des Canadiens sont d'accord pour dire qu'il leur serait facile d'obtenir un prêt hypothécaire aujourd'hui. Les opinions contraires à ce sujet sont plus fréquentes chez les personnes ayant de plus grandes difficultés financières, y compris chez les plus jeunes et celles qui ne sont pas actuellement propriétaires de leur résidence. Seule une minorité de répondants affirment que la récente augmentation des taux d'intérêt leur sera bénéfique; près de la moitié des personnes interrogées sont en désaccord avec cette affirmation. À nouveau, le fait d'être en accord avec cet énoncé est associé à un sentiment de sécurité financière et au fait de se retrouver dans les tranches de revenus les plus élevées.

Parmi les personnes qui détiennent un prêt hypothécaire, environ six sur dix affirment qu'elles seraient toujours facilement en mesure d'effectuer leurs paiements si les taux d'intérêt augmentaient d'un demi pour cent ou d'un pour cent. Cette proportion tombe cependant à quatre personnes sur dix lorsqu'une hausse de deux pour cent est mentionnée; un tiers des répondants sont en désaccord avec cet énoncé.

F. Égalité des sexes

Lorsqu'il est question des éléments entrant en compte dans les décisions gouvernementales, les Canadiens accordent une grande importance à l'égalité des sexes. Cependant, un peu à la manière de ce qui a été constaté dans le cadre des groupes de discussion, le langage utilisé pour parler de cet enjeu est important aux yeux des répondants. « L'aide fournie aux femmes et aux filles » est considérée comme importante par huit personnes sur dix; « l'égalité des sexes », par les deux tiers et « le féminisme », par seulement la moitié. Ces données font écho à la réaction négative au « budget féministe » observée dans le cadre des séances de discussion en groupe.

On observe des réponses majoritairement favorables aux énoncés suggérant que l'égalité des sexes est importante pour le Canada et profitable à l'économie. Les répondants se montrent cependant moins catégoriques lorsqu'il est question d'affirmer que les femmes et les filles ont actuellement les mêmes chances de réussir que les hommes et les garçons. Le lien entre le harcèlement sexuel, la violence à l'endroit des femmes et l'économie canadienne demeure aussi peu clair pour plusieurs.

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la politique de communication du gouvernement du Canada et dans la procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires générales et publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 969-2817

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-171604/001/CY
Date du contrat : 2017-12-12
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca.